



EDUCATION

Adapter l'enseignement aux réalités nationales



Les états généraux de l'éducation nationale, qui viennent de se tenir à Brazzaville, ont débouché sur des recommandations parmi lesquelles l'adaptation de l'école aux réalités socioéconomiques et culturelles du pays. Il a également été retenu la nécessité de créer des corps de métier dans les filières littéraires en lien avec les besoins nationaux ; d'accroître la capacité d'accueil dans les filières scientifiques, technologiques et professionnelles ; d'intégrer l'entrepreneuriat dans les curricula ; d'incorporer l'enseignement de l'éducation civique et morale à tous les cycles.

Page 16

Les participants aux états généraux de l'éducation

INFRASTRUCTURES

Bientôt la reprise des travaux sur la Route Kindamba-Ngamandzambala



Le député de la circonscription électorale unique de Kindamba, dans le département du Pool, Isidore Mvouba, vient d'annoncer à ses mandants l'inscription d'une ligne budgétaire pour les travaux de réhabilitation de la route Kindamba-Ngamandzambala.

Lancés le 7 juillet 2022, ces travaux qui s'exécutent sur près de 50 km sont aux arrêts. « Le ministère chargé de l'Aménagement du territoire a trouvé un autre opérateur qui va reprendre le chantier. On attend la petite saison sèche pour la reprise », a-t-il indiqué.

Page 3

COOPÉRATION

L'Italie et le Congo s'engagent dans des relations plus fructueuses

Le président Denis Sassou N'Guesso a, en marge du sommet Italie-Afrique, échangé avec son homologue italien, Sergio Mattarella, sur la coopération bilatérale et multilatérale. Initiative italienne, « le plan Mattei » qui prône, entre autres, la promotion du développement de l'Afrique, la coopération en matière d'hydrocarbures et la lutte contre le changement climatique était également au cœur de l'entretien des deux dirigeants.



Page 16

Poignée de mains entre Sergio Mattarella et Denis Sassou N'Guesso

CAN 2023

Les affiches alléchantes en quarts de finale

La Coupe d'Afrique des nations (CAN), Côte-d'Ivoire 2023, se poursuit avec les quarts de finale prévus pour demain et samedi. Le match Nigeria-Angola ouvre le bal, le 2 février à 18heures, au stade Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan. Les trois autres rencontres vont opposer la République démocratique du Congo à la Guinée Conakry, le Mali à la Côte d'Ivoire et le Cap-Vert à l'Afrique du Sud.

Page 13

Éditorial

Jeux africains

Page 2

éditorial

Jeux africains

Dans la perspective des 13^{es} Jeux africains d'Accra qui avancent à pas de géant, le comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) vient, en plus du Ghana, pays hôte de l'événement, de rendre officielle la qualification des huit quarts-finalistes de la dernière Coupe d'Afrique des nations disputée en 2023 en Egypte.

La compétition omnisport prévue du 8 au 24 mars n'étant pas qualificative aux Jeux olympiques de Paris 2024, la CAF a revu ses plans en valorisant les sélections juniors en lieu et place des moins de 23 ans. L'initiative salutaire va augmenter non seulement la taille de la délégation congolaise dans la capitale ghanéenne mais elle soulage aussi les Diables rouges football qui n'ont disputé ces jeux hors de Brazzaville qu'en 1973 à Lagos au Nigeria.

La qualification pour les Jeux africains est une opportunité offerte à la nouvelle génération des athlètes congolais pour préparer la relève. Mais les interrogations demeurent quant à la capacité des vainqueurs des premiers Jeux africains en 1965 à élever leur niveau de jeu et à relever dans cette phase finale le défi de gagner une seconde médaille de leur histoire dans cette compétition.

Les résultats se préparent et demandent de l'ambition. Il faudra travailler davantage pour que les efforts consentis aux entraînements payent. A leur tour, les dirigeants doivent assurer aux athlètes de toutes les disciplines retenues une préparation à la hauteur de l'événement. Il n'y a pas de doute que le sport congolais traverse actuellement une mauvaise passe due en partie à l'impréparation. Soigner le bilan de la dernière participation au Maroc passe par cette volonté d'agir ensemble.

Les Dépêches de Brazzaville

POTO-POTO 1

Un CEG sera construit à l'école Pierre-Nzoko

La loi des finances de l'Etat, exercice 2024, a inscrit une ligne budgétaire concernant la construction d'un collège d'enseignement général (CEG), dans la première circonscription électorale de Poto-Poto, notamment dans l'enceinte de l'école primaire Pierre-Nzoko, au quartier 331.



Le présidium / Adiac

Le député de Poto-Poto 1, Rick Gérard Bokilo, a annoncé officiellement cette nouvelle à ses mandants, le 30 janvier, au cours d'une rencontre dans le 3^e arrondissement de Brazzaville. Il s'est réjoui de l'aboutissement de son plaidoyer. « Pour l'exercice 2024, la première circonscription électorale de Poto-Poto a pu obtenir une ligne budgétaire dans le cadre de l'enseignement pour la construction d'un CEG à l'école Pierre-Nzoko. Nous le savons tous, notre circonscription n'a jamais eu de collège depuis qu'elle existe. Donc nos enfants sont obligés d'aller fréquenter à Ouenzé, Mougali ou dans d'autres circonscriptions de Poto-Poto. Grâce au management de votre élu, nous avons pu obtenir ce collège », a-t-il annoncé. Répondant à une des doléances de ses mandants, le député a exprimé son intention de construire un collège d'enseigne-

ment technique dans le quartier 332. Rick Gérard Bokilo a également à cœur la construction d'un bloc d'accouchement ainsi que l'amélioration des conditions de desserte en eau potable dans sa circonscription, afin, a-t-il dit, de soulager tant soit peu les souffrances de la population.

Les préoccupations des participants ont, en effet, tourné autour de l'insalubrité dans les quartiers et le manque des espaces de loisir au niveau des quartiers 331 et 332, Poto-Poto. Interpellé sur sa politique en vue d'accompagner la décision du président de la République qui a décrété 2024, année de la jeunesse, Rick Gérard Bokilo a rappelé que les élus devraient se mettre à contribution pour la réussite de cette initiative. S'agissant des jeunes de sa circonscription, il envisage d'organiser deux rencontres citoyennes en février pour aborder de façon profonde la problématique de la jeunesse.

Les habitants ont, de leur côté, salué les actions du député, surtout la réhabilitation de l'éclairage public dans les différentes rues et avenues. Pour le député, il s'agit de l'accomplissement d'une promesse de campagne. « Il ne reste que quelques avenues. Nous allons continuer à veiller sur ce précieux matériel que nous avons installé dans la circonscription qui nécessite aussi la maintenance. Depuis que ces lampadaires sont posés, nous avons déjà enregistré au moins trois cas de vols. Chacun de nous devrait protéger ce matériel qui nous aide en matière de sécurité et permet la libre circulation des personnes. J'invite également la police et la gendarmerie à faire leur travail en veillant à ce que le matériel ne soit pas volé afin d'éviter le retour massif des actes de banditisme », a conclu Rick Gérard Bokilo.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzongi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

POOL

Bientôt la reprise des travaux de la route Kindamba-Ngamandzambala

Le député de la circonscription électorale unique de Kindamba, dans le département du Pool, Isidore Mvouba, vient d'effectuer une tournée parlementaire dans cette partie du pays. Il a annoncé aux habitants l'inscription d'une ligne budgétaire pour les travaux de réhabilitation de la route Kindamba-Ngamandzambala.

Lancés le 7 juillet 2022, les travaux de réhabilitation de la route Ngamandzambala-Missamvi-Loukakou-Kindamba, longue de 49,400km, sont aux arrêts. Le président de l'Assemblée nationale, qui a restitué les conclusions de la 4^e session ordinaire budgétaire, a informé ses mandants que dans la loi de finances, exercice 2024, sa circonscription a pu obtenir le financement de la route en latérite Ngamandzambala-Kindamba à hauteur de 850 000 000 de F CFA. « Cette préoccupation de la route Kindamba-Ngamandzambala est également la mienne. Elle me chagrîne beaucoup parce que les travaux sont arrêtés. Aujourd'hui, le ministère chargé de l'Aménagement du territoire a trouvé un autre opérateur; les travaux vont commencer et cela va se faire. Nous attendons l'arrivée de la petite saison sèche. Je ne vous ai pas laissé tomber », a assuré le président de la chambre basse du Parlement.

Selon Isidore Mvouba, l'Assemblée nationale a fait un travail monstre au cours de l'année écoulée, avec trois sessions de Parlement réuni en congrès. Accompagné de plusieurs députés

issus des différents départements du pays, il a tordu le cou aux rumeurs susceptibles d'empoisonner le mieux-vivre à Kindamba. « Kindamba est dans mon cœur. Pendant dix ans, c'est moi qui ai éclairé Kindamba, grâce à l'aide du président Denis Sassou N'Gusso. Quand les gens disent qu'à l'hôpital on opère les malades avec une torche, ils ne savent pas qu'ici à Kindamba, il y a un groupe qui peut éclairer la moitié de la ville si ce n'est toute la localité. J'ai mis gratuitement à la disposition de la population deux tracteurs pendant plusieurs années », a rappelé Isidore Mvouba, dans une espèce de bilan de son action au profit de ses mandants.

Faire de la ZAP de Moumeni la première du pays

Profitant de son séjour à Kindamba, le député a inauguré le centre de formation en coupe-couture des jeunes filles : « Léonie couture ». Premier du genre dans la localité, ce centre équipé en machines de couture va former les apprenantes en douze mois. Isidore Mvouba a également mis à la disposition de ce centre trois enseignants et du matériel né-



Isidore Mvouba restituant les conclusions de la 4^e session/DR

cessaire pour commencer cette formation. « Si j'ai choisi la couture, c'est parce que les études n'ont pas marché. Après la formation, je vais juste continuer de travailler », a expliqué Bénédicte Vouka, une apprenante. Autre œuvre à l'actif du député, la construction des marchés dans les sept quartiers de Kindamba dont deux sont déjà opérationnels. « Avant, nous

vendions à même le sol. Lorsqu'il pleuvait, les gens étaient obligés de fuir; maintenant nous pouvons vendre sous la pluie », a déclaré Florice Arlem Kiyindou, vendeur au marché Bilama, quartier Paroisse.

Isidore Mvouba a, enfin, visité la Zone agricole protégée (ZAP) de Moumeni, qui a bénéficié de son appui administratif et juridique. C'est ainsi qu'il s'est félicité du

travail en cours de réalisation par les 158 jeunes évoluant dans dix groupes au sein de cette ZAP. En effet, sur les 103 hectares de terre cultivable, le maïs pousse déjà sur 40 hectares et le manioc sur 10. Répondant aux cultivateurs, Isidore Mvouba a salué cette initiative et pris l'engagement de soutenir davantage ces jeunes qui ont besoin des moyens mécaniques et de l'éclairage. « J'ai fait le tour avec le coordonnateur et je peux dire que vous êtes en train de faire un bon travail, continuez dans ce sens-là parce qu'il y a une compétition entre les ZAP. La première ZAP aura une prime spéciale du président de la République... Je crois que cette expérience est fructueuse parce qu'elle responsabilise les paysans eux-mêmes, cela doit vous motiver. Je sais que vous avez un problème de mécanisation, vous avez un seul tracteur que vous donne le Centre de mécanisation agricole de Kinkala, nous allons étudier cette question pour que Moumeni ait un tracteur », a promis Isidore Mvouba dont l'ambition est de faire que la ZAP de Moumeni soit la première.

Parfait Wilfried Douniama

ECOSYSTÈMES

Le Congo et la Banque mondiale pour un nouveau modèle de gestion

Le Congo est bénéficiaire d'un projet régional de la Banque mondiale (BM) auquel s'ajoute l'étude sur la comptabilisation du capital naturel et le financement climatique qui devrait être lancée sous peu. La délégation de l'institution de Bretton Woods a évoqué le sujet de l'étude, le 29 janvier à Brazzaville, avec la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo.

La délégation de la BM, conduite par sa spécialiste principale en changement climatique et coordinatrice climat pour la région Afrique, Kanta Kumari Rigaud, a assuré les autorités congolaises de son engagement à soutenir les efforts du pays en matière de résilience climatique. Elle entend contribuer au développement d'un système de comptabilisation du capital naturel pour les forêts et les écosystèmes au Congo.

Dans le cadre de ce nouveau partenariat, la BM va contribuer au lancement des activités liées à la comptabilisation du capital naturel pour les forêts et les écosystèmes, en y apportant des méthodes détaillées pour l'élaboration des comptes relatifs aux forêts. À en croire ces partenaires, la mise en place d'un nouveau système de gestion des écosystèmes permettra au Congo d'accéder au financement climatique et au marché carbone.

Ces initiatives en faveur de la durabilité environnementale et de la préservation des écosystèmes forestiers, assure-t-on, auront des impacts directs sur les commu-



La ministre recevant la délégation de la BM/DR

nautés locales. Pour la ministre Rosalie Matondo, les discussions avec la BM favoriseront la comptabilisation du capital naturel et l'accès aux financements climatiques pour le Congo, consolidant ainsi les efforts du gouvernement dans la lutte contre les changements climatiques. « Le sujet sur la table de discussions revêt une impor-

tance capitale et peut contribuer à l'économie du pays », a-t-elle estimé.

L'étude régionale sur la comptabilisation du capital naturel et le financement climatique permettra, selon les deux parties, de mieux comprendre la valeur des forêts congolaises et de développer des mécanismes de financement du-

table pour leur protection. En mars 2023, la BM avait approuvé un financement de 82 millions de dollars en soutien au Projet d'appui aux activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo).

Ce projet régional vise à renforcer la gestion des paysages et amélio-

rer les activités économiques de communautés locales ciblées en République du Congo. Il propose une approche paysagère favorisant la valorisation des ressources naturelles ainsi que leur conservation durable, tout en prévenant les risques climatiques, en particulier les inondations et les sécheresses. ProClimat Congo vise l'autonomisation des communautés avec 562 000 bénéficiaires, en améliorant des activités économiques inclusives de promotion de la production agricole et des chaînes de valeur résilientes.

Les trois zones sélectionnées comprennent des aires protégées menacées par l'extension des activités agricoles et par le braconnage, ainsi que des districts qui souffrent de niveaux élevés de vulnérabilité et d'exclusion, notamment dans les départements du Pool et de la Lékoumou. Le projet permettra de mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes sur une superficie de 25 000 hectares et d'organiser une gestion durable des paysages sur 1,2 million d'hectares d'aires protégées.

Fiacre Kombo



MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
PROJET D'APPUI AU CLIMAT DES INVESTISSEMENTS ET A LA GOUVERNANCE SECTORIELLE-FORET/BOIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL



Date: 26/01/2024

Prêt BAD N°: 2000130013732

AON No 001-PPM/MPSIR/PACIGOF-UCP 2024

1. Le présent avis d'appel d'offres national (AON) suit l'avis général de passation des marchés du projet pam dans development business en ligne du 1er juill et 20 17 et sur le portail de la Banque (www.afdb.org).

2. Le gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour couvrir le coût du projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt-bois, PACIGOF en sigle., et entend affecter une partie du produit de ce prêt aux paiements relatifs au marché pour « l'acquisition de deux (02) moyens roulants (Véhicules Pick-Up et Station Wagon) au profit de la direction générale des petites et moyennes entreprises».

3. L'Unité de Coordination du Projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt-bois (UCP/PACIGOF) invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la fourniture de deux (02) moyens roulants en lot unique.

4. L'appel d'offre national se déroulera conformément aux règles et procédures pour les acquisitions de biens et travaux de la Banque africaine de développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'appel d'offres dans les bureaux du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois (PACIGOF), sis 3e étage Immeuble Cheickna TA MBADOU

N°02, Avenue de la base Batignolles Mougali
Téléphones : (+242) 06 6636969/06 8473003

E-mail : /pacigofcongo@gmail.com/jean jacquesbokatol789@gmail.com
Brazzaville/République du Congo.

6. Le Dossier d'appel d'offres complet pourra être acheté par les candidats, sur demande écrite au service mentionné ci-dessus contre un paiement non remboursable de cent mille (100.000) de Francs CFA.

7. Les clauses des Instructions aux soumissionnaires et celles du Cahier des clauses administratives générales sont les clauses du dossier

Type d'appel d'offres ; Acquisitions de Biens, de la Banque (Edition Septembre 2010, Révisé en Décembre 2017).

8. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard le 26 février 2024 à 12 h00' (heure locale, TU+1) et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant au moins égal à 1 202 446 F.CFA

9. Les offres doivent être valides durant une période de Quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

10. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le 26 février 2024 à 13h00' (heure locale, TU+1), dans les bureaux de l'Unité de Coordination du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois (PACIGOF) à l'adresse indiquée ci-dessus

Fait à Brazzaville, le 26 janvier 2024

Le Coordonnateur

Jean-Bedel Tity LOMOUEL

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

Date: 26/01/2024

Prêt BAD N°: 2000130013732

AON No 001-PPM/MPSIR/PACIGOF-UCP 2024

1. Le présent avis d'appel d'offres national (AON) suit l'avis général de passation des marchés du projet paru dans development business en ligne du 1er juillet 2017 et sur le portail de la Banque (www.afdb.org).

2. Le gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour couvrir le coût du projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt-bois, PACIGOF en sigl, et entend affecter une partie du produit de ce prêt aux paiements relatifs au marché pour « Acquisition véhicule de fonction du coordonnateur du projet (Véhicule PRADO)».

3. L'Unité de Coordination du Projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt-bois (UCP/PACIGOF) invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la fourniture d'un moyen roulant.

4. L'appel d'offre national se déroulera conformément aux règles et procédures pour les acquisitions de biens et travaux de la Banque africaine de développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner le Dossier d'appel d'offres dans les bureaux du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois (PACIGOF), sis 3e étage Immeuble Cheickna TAMBADOU

N°02, Avenue de la base Batignolles Mougali
Téléphones: (+242) 06 6636969/06 8473003

E-mail : /pacigofcongo@gmail.com/jean jacquesbokatol789@gmail.com
Brazzaville/République du Congo.

6. Le Dossier d'appel d'offres complet pourra être acheté par les candidats, sur demande écrite au service mentionné ci-dessus contre un paiement non remboursable de cinquante mille (50.000) de Francs CFA.

7. Les clauses des Instructions aux soumissionnaires et celles du Cahier des clauses administratives générales sont les clauses du dossier

Type d'appel d'offres; Acquisitions de Biens, de la Banque (Edition Septembre 2010, Révisé en Décembre 2017).

8. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard le 15 février 2024 à 12h00' (heure locale, TU+1) et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant au moins égal à 1 202 446 F.CFA

9. Les offres doivent être valides durant une période de Quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

10. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le 15 février 2024 à 13h00' (heure locale, TU+1), dans les bureaux de l'Unité de Coordination du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois (PACIGOF) à l'adresse indiquée ci-dessus

Fait à Brazzaville, le 26 janvier 2024

Le Coordonnateur

Jean-Bedel Tity LOMOUEL

CNSS

Le budget 2024 adopté à plus de 96 milliards FCFA

Le budget de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) exercice 2024 a été adopté, le 30 janvier à Brazzaville, par son Conseil d'administration. Il est arrêté en recettes et en dépenses à 96 620 974 129 FCFA.

Le budget de la CNS) exercice 2024 est en nette augmentation de 9,85% par rapport à celui de l'année écoulée qui était adopté à la somme de 87 955 3000 678 FCFA. Il est constitué à 93,39% des ressources issues des cotisations sociales.

En ce qui concerne les dépenses, les prestations sociales représentent 79,01% du budget global. Les dépenses de fonctionnement sont estimées à 17,47 % et celles d'investissement représentent 3,56% du budget global.

Le Conseil d'administration a ensuite approuvé le plan d'action exercice 2024 qui prévoit quatre axes prioritaires portant sur le renforcement de la gouvernance en vue d'améliorer les règles de gestion financière et comptable de la caisse. De



Le Conseil d'administration lors des travaux/Vox

même, il travaillera à optimiser le recouvrement afin de pourvoir la caisse en ressources et d'améliorer la gestion en vue de prévenir les risques professionnels.

Les administrateurs ont aussi entériné le rapport d'activités exercice 2023, dont celles programmées ont porté sur plusieurs projets. Il s'est agi, entre autres, du renforcement des mécanismes du recouvrement des cotisations sociales ; de l'achè-

vement des travaux de construction du siège social de la direction départementale de la Cuvette-Oues,t à Ewo, ainsi que l'achèvement de l'agence d'Oyo, dans la Cuvette.

En ce qui concerne les activités courantes, le Conseil d'administration a relevé la formation du personnel, la gestion du recouvrement des cotisations sociales.

Revalorisation de la va-

leur du point d'indice

Le Conseil d'administration a, par ailleurs, planché sur la revendication des agents de la CNSS en vue de la revalorisation de la valeur du point d'indice. Il a autorisé la direction générale à procéder aux négociations de l'accord d'établissement de la CNSS pour le réajustement de la valeur du point d'indice dans la limite des prévisions budgétaires.

Au terme des travaux, les administrateurs ont adop-

té neuf délibérations, dont celles portant adoption du procès-verbal de la session bilancielle du 25 janvier 2023 et adoption des états financiers au 31 décembre 2021.

Clôture de la réunion, le représentant du président du comité de direction, Jean Jacques Samba, a salué sa tenue et a demandé aux administrateurs de travailler avec objectivité afin d'améliorer la gestion de la CNSS.

Firmin Oyé

TRANSPORT AÉRIEN

La compagnie Air Côte d'Ivoire présente son bilan à mi-parcours

Le staff dirigeant de la compagnie Air Côte d'Ivoire a dressé, le 25 janvier à Abidjan, un bilan à mi-parcours 2023 positif. Au titre des vols navettes, sur trente-huit prévus, dix-huit sont déjà réalisés avec 100% de vols exécutés.

Le directeur général de la compagnie a expliqué que les vingt-et-un vols affrétés sont entièrement réalisés tout comme dix-neuf autres équipés. Les vols sont ponctuels à 98% avec des liaisons entre les villes d'Abidjan, Bouaké, Korhogo et San Pedro. « Les avions Q400, A320 et A120 sont pour le transport des membres du Comité d'organisation de la CAN, des membres de la Fédération internationale de football association, des supporters et des équipes en compétition », a signifié le directeur général, Laurent Loukou, en présence du président du Conseil d'administration d'Air Côte d'Ivoire, le général Abdoulaye.

Depuis juillet 2017, l'entreprise est certifiée IOSA 2017, première norme mondiale pour la vérification de la sécurité des procédures d'exploitation des trans-



Deux membres du staff dirigeant d' Air Côte d'Ivoire/DR

porteurs aériens. Cette certification ouvre à l'entreprise des perspectives avec d'autres compagnies aériennes.

Précisons que la compagnie Air Côte d'Ivoire a été créée en mai 2012 à l'initiative du président de la République, Alassane Ouattara. Après avoir établi le hub

d'Abidjan, son ambition aujourd'hui est de devenir la porte de sortie et d'entrée de l'Afrique de l'Ouest et du centre vers l'Europe et l'international. Son défi majeur est d'être une compagnie pérenne et rentable. Cela passe par la satisfaction client, le savoir-faire et le

professionnalisme de ses équipes, ainsi que la densité du hub renforcée par des alliances solides.

En trois ans, la flotte d'Air Côte d'Ivoire est passée de trois à dix avions et s'est stabilisée à neuf avions après la covid-19 en 2020. Elle compte quatre Bombardiers Q400 de soixante-

sept places dont sept sièges business, deux Airbus A319 et trois Airbus A320 de cent-vingt à cent-quarante-huit places dont seize sièges business.

La compagnie s'est engagée dans un important projet de renouvellement de sa flotte en signant un contrat d'acquisition de cinq Airbus de la famille A320 neufs dont les deux premiers ont été livrés respectivement en juillet et octobre 2017 à Toulouse et le troisième, le 20 octobre 2020. 70% de la flotte est constituée d'avions acquis neufs. La flotte est orientée vers vingt destinations régionales et cinq domestiques : Abidjan, Accra, Bamako, Bissau, Brazzaville, Conakry, Cotonou, Dakar, Douala, Kinshasa, Lagos, Libreville, Lomé, Monrovia, Niamey, Ouagadougou, Pointe-Noire, Yaoundé, Abuja et Johannesburg.

Fortuné Ibara

TRANSPORT ROUTIER

Roland Bouiti Viaudo annonce la réhabilitation de la RN5

Le député de la sous-préfecture de Loango, Roland Bouiti Viaudo, a donné l'information concernant le réaménagement de la route nationale N°5 (RN) au cours de la descente parlementaire qu'il a effectuée, du 20 au 27 janvier, dans les différentes localités de sa circonscription électorale unique située dans le département du Kouilou.

Destinée à la restitution des travaux de la session budgétaire de l'Assemblée nationale tenus du 15 octobre au 23 décembre 2023, la descente parlementaire de Roland Bouiti Viaudo et son suppléant, Alain Tchibinda, les a conduits dans les villages de Mengo, Mongo Tandou, Nkougou, Loango et Matombi. Après lecture du procès verbal des assises et évoquant le point 3 de l'ordre du jour portant sur l'examen et l'adoption de la loi de finances 2024, Roland Bouiti Viaudo a informé ses mandants des projets du département du Kouilou retenus dans ce budget qui s'élève à la somme 262 milliards F CFA.

Il a énuméré les projets de sa circonscription électorale ayant bénéficié des lignes budgétaires et qui seront réalisés cette année. Au nombre de ceux-ci figurent ceux relatifs à l'aménagement des voiries urbaines et à la réhabilitation de la RN 5 à partir du quartier Siafoumou à Pointe-Noire, jusqu'à Loubou, dans la sous-préfecture de Loango.

Cette nouvelle a suscité des acclamations partout où il est passé. Un véritable ouf de soulagement pour la population de sa circonscription électorale qui, depuis quelques mois, peine à se mouvoir à cause du mauvais état de cette route. Un mauvais état à l'origine d'importants dommages que subissent



Roland Bouiti Viaudo lors de sa descente parlementaire/DR

certaines véhicules, de l'instabilité et de l'augmentation des tarifs dans les transports en commun. Un habitant de Matombi a confié : « Cette nouvelle nous réjouit énormément. Ce problème de route nous fait souffrir. Beaucoup d'élèves qui fréquentent les lycées de Pointe-Noire manquent les cours et beaucoup de gens qui travaillent dans cette ville arrivent en retard au service, d'autres sont obligés d'y dormir après le service faute de transport. Les véhicules des

transports en commun se font rares, les chauffeurs craignent de courir certains risques ».

Loango bientôt dotée d'un lycée technique et d'une université

Autres nouvelles ayant réjoui la population de la sous-préfecture de Loango, la construction d'un lycée technique et le démarrage des travaux de l'université de Loango, entre Loubou et Diosso, cette année. Les parents se sont dits rassurés de savoir que leurs enfants

auront la possibilité de poursuivre leurs études sur place. « Les questions de savoir ce que les enfants feront après le baccalauréat et où ils iront après le BEPC nous hantent souvent, surtout avec la conjoncture économique difficile actuelle. Cela nous soulage de savoir que nous ne serons plus obligés de les envoyer à Brazzaville, dans les universités privées de Pointe-Noire ou d'ailleurs. Savoir qu'ils pourront poursuivre leurs études ici nous soulage », a confié une mère

de famille habitant Loango. Les autres projets qui seront réalisés dans la sous-préfecture de Loango cette année sont l'érection d'un monument au site de l'ancien port d'embarquement des esclaves, l'achat d'un domaine foncier, le réaménagement du musée et du palais royal de Diosso, la poursuite de la construction des salles de classe à l'école primaire publique de Mengo ainsi que l'indemnisation des expropriés de la zone économique spéciale. Les rencontres avec ses mandants ont aussi été l'occasion pour Roland Bouiti Viaudo d'échanger sur leurs préoccupations qui ont porté, entre autres, sur les problèmes d'érosion marine menaçant de disparition certaines localités (Pointe-indienne, Tchilassi, Matombi...), le manque d'électricité et d'eau, le manque d'emploi pour les jeunes (malgré la présence d'un bon nombre de sociétés), des difficultés d'obtention des actes de naissance, de la pièce nationale d'identité et du passeport, de la poursuite et l'achèvement des travaux de l'hôpital général de Loango. Au terme des rencontres citoyennes, Roland Bouiti Viaudo a remis un lot de médicaments à la population des villages de Mengo et Mongo Tandou. Un don qui va contribuer à la soulager en matière de santé.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

ZONE CÉMAC

Des masters innovants en santé publique au Ciespac

Le directeur général du Centre Inter-Etats d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac), Pierre Marie Tebeu, a annoncé le 30 janvier à Brazzaville, avoir mis en place des formations innovantes dont six masters, de licences professionnelles et de diplômes universitaires en santé afin de répondre aux besoins des six Etats de la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et d'ailleurs.

Les six formations en master sont consacrées à la pédagogie en sciences de la santé, la recherche, la gestion hospitalière, la gestion du district de santé, la santé publique et aux cours du soir. Innovées cette année, elles se complètent avec d'autres et ont été approuvées par le Conseil d'administration de cette institution d'enseignement supérieur en santé.

Dans le cadre de cette dynamique, la licence préparatoire en santé publique sera également lancée au cours de cette année académique. Par ailleurs, les formations de licences professionnelles et de diplômes universitaires en santé, dites de courtes durées initiées par le Ciespac, concerneront, au cours de cette année, l'initiation en pédagogie de sciences de santé, la prise en charge de la fistule obstétricale, la pédagogie en sciences de la santé, la prévention du col de l'utérus, la gestion des hôpitaux et la gestion des districts de santé.

En 2021 et 2022, sur la base d'une note circulaire, le Ciespac avait identifié les besoins en santé dans

les pays de la zone Cémac. « Le Ciespac a constaté que les professionnels en santé sont qualifiés mais ils ont des difficultés parce que l'approche pédagogique ne leur a pas permis d'acquérir des compétences. Beaucoup de ces formations lancées sont innovatrices parce que n'existant pas dans les pays de la sous-région actuellement », a indiqué le Pr Pierre Marie Tebeu.

Quant à la spécialité Hygiène, qualité, sécurité de l'eau et des aliments, elle ne sera mise en œuvre qu'avec la promotion 2023-2025. Le Ciespac adapte ses offres de formation aux besoins des systèmes de santé de la communauté et des Etats membres de la Cémac et l'offre de formation est variée. Elle est mise en œuvre en collaboration avec le corps enseignant des universités d'Etat des pays de la Cémac.

Depuis 2016, il convient de préciser qu'au total, en ce qui concerne l'offre de formation de qualité en santé publique, le Ciespac a formé en huit ans deux cent vingt-



Les officiels lors de la conférence de presse/Adiac

huit cadres de la santé, ressortissants de la Cémac et d'autres pays d'Afrique. Il a contribué à la recherche épidémiologique et à la recherche sur les politiques ainsi que les systèmes de santé. Il a enfin apporté un appui technique à la mise en œuvre des actions de santé publique. En ce qui concerne les formations de courte durée (Certificat-Diplôme universitaire),

le Ciespac a mis en œuvre quatre sessions cette année pour quatre formations. Ainsi, soixante-seize cadres ont été formés. Rappelons que l'intégration sous régionale poursuivie grâce à la volonté des chefs d'Etat de la Cémac intègre le renforcement de la recherche interinstitutionnelle et la mobilité non seulement des enseignants chercheurs, mais éga-

lement des apprenants. La mobilité est l'un des principes cardinaux du système LMD auquel la Cémac a adhéré depuis 2005. C'est ainsi que le Ciespac a initié et porte le projet d'harmonisation des référentiels de master, en collaboration avec les universités de la zone Cémac afin de développer un référentiel unique pour le master en santé publique.

Fortuné Ibara

ACTION HUMANITAIRE

L'UE renforce son soutien à la Croix-Rouge congolaise

L'Union européenne (UE) a décidé d'octroyer 200 000 euros, environ plus de 131 millions FCFA; à la Croix-Rouge congolaise dans le cadre du projet d'assistance aux victimes des inondations en République du Congo. Cette enveloppe est destinée aux sinistrés de Brazzaville, de Pointe-Noire et des Plateaux.

L'annonce a été faite par l'ambassadeur de l'UE au Congo, Giacomo Durazzo, au cours de l'audience que lui a accordée le secrétaire général national de la Croix-Rouge congolaise, Gabriel Goma Mahinga. Les deux personnalités ont évoqué, au cours de cet échange, l'appui de l'UE par rapport aux inondations qui ont frappé le Congo et la collaboration entre les deux institutions avec un accent particulier sur la nécessité de la renforcer.

« Je voudrais vraiment rendre hommage à la Croix-Rouge qui est toujours en première ligne dans son travail d'apporter de l'aide aux personnes dans le besoin, malheureusement cette année, nous avons une catastrophe humanitaire au Congo provoquée par une inondation et une crue tout à fait exceptionnelle. Et donc, on a pu voir les équipes de la Croix-Rouge se mobiliser très rapidement et pouvoir faire un recensement des besoins. Un appel à l'aide des différents partenaires a été lancé et l'UE a ré-



pondu favorablement », a déclaré son ambassadeur au Congo, au sortir de l'audience.

Profitant également de cette audience, Giacomo Durazzo a voulu s'assurer de la gestion de cette aide humanitaire. « On a donc eu des réponses très positives sur la vitesse avec laquelle tout cela va

se mobiliser dans les prochains jours et semaines à venir pour aider, dans la mesure du possible, la population sinistrée par cette catastrophe », a-t-il précisé. Pour sa part, le secrétaire général national de la Croix-Rouge congolaise, Gabriel Goma Mahinga, a salué l'aide de l'UE qui, en

réalité, est une réponse à leur requête pour préparer l'assistance aux inondations des victimes de Brazzaville, Pointe-Noire et les Plateaux.

« Sur environ 300 000 personnes sinistrées, la Croix-Rouge a ciblé assister 16 000, soit environ 3 200 ménages qui vont recevoir

de l'aide de la part de la Croix-Rouge congolaise. Ces personnes ont été ciblées dans la ville de Brazzaville, notamment dans les arrondissements 9 Djiri, 7 Mfilou, 8 Madibou; dans trois de Pointe-Noire et dans les Plateaux, dans le district de Mpouya, soit un total de 3 200 ménages qui seront assistés », a fait savoir le secrétaire général national de la Croix-Rouge congolaise.

Il a précisé que ces activités seront menées dans trois secteurs, le Wash qui signifie en français la promotion en eau, hygiène et assainissement, la santé dans le cadre de la surveillance épidémiologique à base communautaire et la promotion des normes d'hygiène et assainissement. Il y a également l'engagement communautaire, la collecte des feedbacks communautaires, suivis du traitement des données qui, en définitive, permettra de réajuster les messages et aussi les activités que la Croix-Rouge aura à planifier dans l'avenir.

Guillaume Ondze

PROJET HUMANITAIRE

Bioforce va organiser une formation sur la gestion

L'Organisation non gouvernementale (ONG) Bioforce organisera, du 11 au 15 mars à Brazzaville, une formation certifiée en gestion de projets dont le thème sera « Concevoir et piloter un projet humanitaire ».

La formation de Bioforce aura lieu pour la première fois à Brazzaville, dans les locaux de la Fondation Telema pour l'entrepreneuriat des jeunes. Cette initiative fait écho aux précédentes sessions organisées avec succès à Bamako, à Goma, à Niamey ou encore à Dakar.

Au cours de celle-ci, les participants auront des exercices pratiques, entre autres, des études de cas et méthodes pédagogiques interactives. Ces approches permettront aux participants d'acquérir des compétences pratiques et opérationnelles pour concevoir et gérer des projets humanitaires.

Outre la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, à travers son incubateur, la Fondation Telema ambitionne d'offrir et de diversifier des opportunités professionnelles au sein de la jeunesse congolaise, en établissant des partenariats avec des structures de référence.

Le partenariat entre la Fondation Telema et l'ONG Bioforce permet aux jeunes de renforcer leurs compétences et d'exploiter des nouvelles perspectives professionnelles. En effet, cette année étant déclarée celle de la jeunesse par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, la Fondation Telema souhaite saisir cette opportunité pour contribuer ac-



tivement à l'autonomisation des jeunes.

« Les partenariats solides, tels que celui avec Bioforce, nous permettent de diversifier les moyens de résolution du chômage. La Fondation Telema pour l'entrepreneuriat des jeunes a pour mission essentielle de contribuer à la résolution du problème de chômage des jeunes, en utilisant l'entrepreneuriat comme moyen d'autonomisation et la formation pour l'acquisition des compétences essentielles vers le marché du travail », a expliqué Jesse Frank Goma, secrétaire général de la Fondation Telema.

Une séance de formation des apprenants/DR

« Nous accompagnons les jeunes porteurs de projets dans la concrétisation de leurs idées, mais nous reconnaissons que tout le monde ne peut pas être entrepreneur. C'est pourquoi, la formation occupe une place capitale dans notre approche. Nous croyons qu'un jeune formé et doté de nouvelles compétences peut se positionner de manière compétitive sur le marché du travail et ainsi sortir du statut de chômeur. Enfin, l'entrepreneuriat et la formation sont des éléments indissociables », a-t-il ajouté.

Fortuné Ibara

AFRIQUE DU SUD

L'ancien président Jacob Zuma suspendu de l'ANC

L'ANC au pouvoir en Afrique du Sud a annoncé la suspension l'ancien président du pays, Jacob Zuma, qui s'apprêtait à faire campagne pour un autre mouvement en vue des prochaines élections.

« Zuma et d'autres dont la conduite est en conflit avec nos valeurs et nos principes se retrouveront en dehors du Congrès national africain » (ANC), a déclaré Fikile Mbalula, le secrétaire général de l'ANC, qui gouverne le pays depuis la fin de l'apartheid au début des années 1990. La décision est un nouveau signe révélateur des divisions au sein du mouvement à l'approche des élections générales prévues cette année. Eclaboussé par des scandales de corruption dans un contexte socio-économique morose, l'ANC, longtemps en position de force, pourrait y perdre sa majorité parlementaire pour la première fois de son histoire, selon les enquêtes d'opinion.

Jacob Zuma fut le quatrième président de l'Afrique du Sud démocratique, de 2009 à 2018, mais il avait dû quitter le pouvoir à cause d'affaires de corruption et s'est brouillé avec le parti qu'il a un jour dirigé. En décembre, Jacob Zuma, 81 ans, avait déclaré qu'il ferait campagne pour un nouveau petit parti radical, Umkhonto We Sizwe (MK, ou « Fer de lance de la nation »), baptisé du nom de la branche militaire de l'ANC pendant la période de l'apartheid.

Fikile Mbalula a indiqué que l'ANC allait porter plainte devant la cour électorale afin que le nouveau parti soit désinscrit, et lancer une procédure afin de récupérer son nom. « La création du parti MK n'est pas un accident », a-t-il estimé, après une réunion du comité exécutif de l'ANC, auquel a participé le président Sud-Africain, Cyril Ramaphosa. « C'est une tentative délibérée d'utiliser la fière histoire de la lutte armée contre le régime d'apartheid afin de donner de la crédibilité à ce qui est un programme contre-révolutionnaire flagrant », a-t-il dénoncé.

Noël Ndong

AFRIQUE

De nouveaux financements pour des projets d'infrastructures

En marge du sommet Italie-Afrique de cette semaine, la Commission européenne et le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) ont officialisé un nouvel accord-cadre de partenariat financier visant à stimuler les investissements dans les projets d'infrastructures en Afrique.

La contribution de l'Union européenne (UE) aux opérations de cofinancement avec la BAD a considérablement augmenté au cours des deux dernières années, s'élevant désormais à 972 millions d'euros en opérations et garanties mixtes. Ce chiffre augmentera encore après la signature du nouvel accord-cadre de partenariat financier.

Signé le 28 janvier par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président du Groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, cet accord historique renouvelle le partenariat entre les deux organisations. Il ouvre un large éventail d'opportunités permettant aux deux organisations de fournir de nouveaux financements conjoints en faveur des projets d'infrastructures. Pour l'UE, cet accord s'inscrit dans le droit fil des priorités du

« Global Gateway », sa stratégie visant à établir des liaisons durables et de confiance avec les pays partenaires. De 2021 à 2027, par le biais de l'enveloppe d'investissement du Global Gateway Afrique-UE, l'UE soutiendra le continent africain avec des investissements d'une valeur de 150 milliards d'euros. « Je suis très heureuse de lancer une nouvelle ère de coopération avec le Groupe de la BAD. Cet accord nous donnera les moyens de soutenir d'ambitieux projets d'infrastructures à travers l'Afrique, dans le cadre du Global Gateway, la stratégie d'investissement de l'Europe pour le monde. Ensemble, nous construirons des économies propres et compétitives sur tout le continent, promouvoir les compétences, créerons des emplois et des opportunités, en particulier

pour la jeunesse dynamique de l'Afrique. Je me réjouis à la perspective des grands projets sur lesquels nous travaillerons ensemble, en tant que partenaires », a déclaré la présidente de la Commission européenne.

Le président de la BAD, pour sa part, a déclaré : « La signature de cet important accord-cadre de partenariat financier marque l'évolution positive des relations entre l'Afrique et l'Union européenne. Cet accord permettra au Groupe de la Banque africaine de développement et à la Commission européenne de tirer parti de leurs ressources respectives pour soutenir, de manière significative, des investissements transformateurs dans les pays africains et bâtir des économies résilientes et durables. Je me réjouis à l'idée

d'intensifier notre solide partenariat avec la Commission européenne et d'accomplir d'énormes progrès dans la réalisation des priorités stratégiques "High 5" de la BAD ». Notons que cet accord permettra une série d'investissements en Afrique subsaharienne dans des corridors de transport stratégiques, dans l'énergie et la connectivité numérique. L'un des principaux projets conjoints est le développement du « corridor de Lobito », un corridor de transport innovant qui augmentera les possibilités d'exportation de la Zambie, de l'Angola et de la République démocratique du Congo (RDC); stimulera la circulation des marchandises et encouragera la mobilité des citoyens. Lors du Global Gateway Forum d'octobre 2023, l'UE et la BAD avaient signé un protocole d'accords avec des partenaires

mondiaux afin de mobiliser des financements pour le développement de ce corridor. Parmi les autres partenaires figurent les gouvernements hôtes de l'Angola, de la RDC et de la Zambie, le gouvernement américain et Africa Finance Corporation.

Les deux institutions ont étroitement aligné leurs priorités stratégiques et leurs programmations. Un accord de coopération signé en 2014 a expiré en avril 2019. Les négociations en vue d'un nouvel accord ont débuté après la mise en œuvre du nouveau règlement financier de la Commission européenne en 2018. Ces négociations ont également pris en compte les évolutions au sein des deux organisations, notamment les nouvelles dispositions relatives à la conformité du Groupe de la BAD avec les mesures restrictives de l'UE.

Lopelle Mboussa Gassia

ITALIE-AFRIQUE

Le Congo participe au sommet du Conseil européen des entreprises

Le 5^e sommet annuel du Conseil européen des entreprises pour l'Afrique et le Moyen-Orient se tient à Rome, en marge de la conférence Italie-Afrique. Le Congo y est représenté par la ministre des Petites et Moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo.

« C'est un forum important qui rassemble, entre autres, les organisations de la société civile du secteur privé qui financent des projets en Afrique et au Moyen-Orient. Elles sont intéressées aux secteurs de l'entrepreneuriat des jeunes, de la formation et de la santé », a fait savoir la ministre à l'issue des travaux d'ouverture dudit sommet.

« Créer un meilleur présent pour construire un avenir plus grand pour l'Afrique : le rôle des soins de santé et de l'investissement » est le thème sur lequel se tient ce 5^e sommet annuel du Conseil européen des entreprises pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Le Congo va apprendre de l'expérience des autres en partageant la sienne dans ce rendez-vous qui permet de consolider les partenariats, d'explorer de nouvelles perspectives, de tirer profit des opportunités qui s'y présentent afin de bâtir un avenir entrepreneurial florissant avec l'Italie.

Comme l'a souligné le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, dans son discours à l'ouverture du sommet Italie-Afrique, le Congo est un pays ouvert à tous ceux qui souhaitent y investir.

Rominique Makaya



La ministre en charge des PME et ses collaborateurs/DR

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo

www.adiac.tv

CÉDÉAO

L'UA exprime son « profond regret » après le retrait du Mali, du Burkina et du Niger de la

Dans un communiqué publié mardi, l'Union africaine (UA) a exprimé son profond regret après l'annonce des trois pays dirigés par des militaires de se retirer de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, « a appris avec un profond regret l'annonce du retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la Cédéao dimanche, indique un communiqué publié mardi qui engage les « leaders régionaux à intensifier le dialogue ».

Le retrait des trois pays annoncé « sans délai » de la Cédéao marque un nouvel

acte de rupture aux conséquences pratiques potentiellement lourdes, notamment sur la circulation des biens et des personnes. Il confirme la dégradation des relations avec la Cédéao, organisation sous-régionale qui s'est employée en vain à obtenir le retour le plus rapide possible de civils au pouvoir. Elle a suspendu ces pays de ses instances et imposé de lourdes sanc-

tions au Mali et au Niger, toujours en vigueur pour ce dernier. Sous l'impulsion du Nigeria, poids lourd de l'organisation dont il assure actuellement la présidence, la Cédéao est allée jusqu'à menacer de recourir à la force. Les régimes militaires ont estimé dimanche, dans un communiqué conjoint, que la Cédéao était devenue une menace. « Après 49 ans d'existence, les vaillants

peuples du Burkina, du Mali et du Niger constatent avec beaucoup de regret, d'amertume et une grande déception que leur organisation s'est éloignée des idéaux de ses pères fondateurs et du panafricanisme », reprochent-ils. Ils accusent également l'organisation de ne pas les avoir aidés face aux djihadistes qui sévissent depuis 2012 au Mali d'abord, puis chez

ses deux voisins, faisant des milliers de morts, combattants et civils, et provoquant le déplacement de millions de personnes. Moussa Faki Mahamat a fait part, dans le communiqué publié mardi, de son « entière disponibilité » pour « le succès de la logique de dialogue fraternel, loin de toutes les interférences extérieures d'où qu'elles viennent ».

AFP

MALI

Le pays a besoin de 701 millions de dollars pour sa réponse humanitaire

Avec l'appui des Nations unies, le Mali a présenté son Plan de réponse humanitaire 2024, pour lequel il requiert 701,6 millions de dollars pour assister les personnes les plus vulnérables.



La cérémonie de présentation du plan humanitaire a été présidée conjointement à Bamako par le ministre de la Santé et du Développement social, le colonel Assa Badiallo Touré, et le coordonnateur humanitaire des Nations unies au Mali, Alain Noudéhou. L'objectif est de sauver et préserver la vie ainsi que la dignité des personnes ayant des besoins critiques dans les zones de crise. Il vise également à assurer un accès minimal et équitable de la population aux services sociaux de base. Plus particulièrement, la communauté humanitaire concentrera ses efforts sur les personnes touchées par les chocs récurrents, notamment les conflits et l'insécurité, les inondations, la sécheresse et les épidémies, a précisé l'Organisation des Nations unies au Mali.

Selon le coordonnateur humanitaire, Alain Noudéhou, cet événement marque le renforcement du partenariat des

Nations unies avec le gouvernement malien pour le développement durable. « Il est important de préserver les acquis de la réponse humanitaire et d'augmenter les initiatives de développement couplées aux efforts de consolidation de la paix au Mali en vue du relèvement de la population et d'un développement durable », a-t-il dit. La ministre de la Santé et du Développement social a déclaré, pour sa part, que la présentation de ce plan de réponse « témoigne qu'il subsiste au Mali des personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire vitale ». Le colonel Assa Badiallo Touré a précisé qu'avec la communauté humanitaire, le gouvernement malien a identifié 7,1 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire en 2024, dont 4,1 millions nécessitent une assistance multisectorielle pour assurer leur survie. La plupart de ces personnes

sont des femmes, des enfants, des personnes âgées et celles en situation de handicap. « Si nous ne faisons rien, des vies seront perdues et le cycle de vulnérabilité perdurera », a-t-elle dit. La représentante du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, Amy Martin, a souligné que « l'année 2024 sera marquée par des besoins accrus d'assistance humanitaire dans un contexte de financement de plus en plus difficile ». Elle a ajouté : « Depuis plus d'une décennie, nous assistons à une accumulation de personnes vulnérables dans tous les secteurs de l'assistance humanitaire au Mali en raison du manque de financement. En 2023, nous avons pu mobiliser 29% du financement recherché à travers le plan de réponse, l'un des financements les plus bas de l'assistance humanitaire ».

Noël Ndong

AFRIQUE DE L'OUEST

Emmanuel Macron baisse les effectifs militaires français

Plusieurs centaines de soldats français quitteront leurs bases au Gabon, au Sénégal et en Côte d'Ivoire dans les mois à venir. Cette annonce marque un tournant majeur dans la stratégie de présence militaire de la France sur la côte Ouest de l'Afrique.

Le président français, Emmanuel Macron, a pris la décision de réduire drastiquement les effectifs militaires français présents au Gabon, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, lors d'un Conseil de défense qui s'est tenu mi-décembre 2023. Bien que le nombre exact de soldats à maintenir dans les bases de Libreville au Gabon, de Dakar au Sénégal et d'Abidjan en Côte d'Ivoire ne soit pas encore défini, l'état-major de l'armée de terre prévoit une réduction significative. Selon le scénario maximaliste envisagé, seulement une centaine de postes, principalement liés aux fonctions de soutien, serait maintenue de manière permanente dans chaque ville. Bien que la fermeture ait été envisagée à un moment donné, Emmanuel Macron a choisi de maintenir ces installations, mais avec des effectifs considérablement réduits.

Pour les bases de Libreville et de Dakar, qui accueillent officiellement 350 militaires chacune, et pour Abidjan, qui hébergeait environ 950 soldats qui ont été au centre de l'attention en raison de leur importance stratégique pour les opérations françaises au Sahel, cette baisse des effectifs s'annonce comme un tournant. Le chef de l'Etat n'a cependant pas décidé leur fermeture, un temps envisagée. A l'inverse, la présence française à Djibouti et au Tchad (1 500 soldats à chaque fois) demeure inchangée. La réorientation de la présence militaire française en Afrique, initiée depuis février 2023, prend une nouvelle ampleur suite au coup d'Etat au Niger en juillet 2023. Ce retrait forcé, combiné aux événements au Mali et au Burkina Faso, a accéléré la nécessité de restructurer la présence militaire française sur le continent.

Le projet prévoit de limiter les affectations de militaires avec leur famille, favorisant ainsi une image de la France en tant que force présente de manière plus discrète.

Ces bases seront envisagées comme des « conciergeries », des emprises à la visibilité limitée, mais toujours capables d'ajuster leurs effectifs pour des missions ponctuelles. Pour obtenir le soutien des trois pays, le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, Paris envisage la nomination d'un représentant spécial. Jean-Marie Bockel, ancien secrétaire d'Etat à la Coopération sous Nicolas Sarkozy, est envisagé pour ce rôle. Cette décision française coïncide avec les réflexions des États-Unis sur l'adaptation de leur propre dispositif sécuritaire en Afrique. Les deux nations considèrent toujours la lutte contre le terrorisme comme un enjeu majeur, ouvrant ainsi la porte à de nouveaux projets de bases communes entre les deux alliés en Afrique.

N.Nd.



MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
PROJET D'APPUI AUX ACTIVITES ECONOMIQUES INCLUSIVES ET RESILIENTES AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE

ProClimat Congo

UNITE DE GESTION DU PROJET

Financement : Banque Internationale de Reconstruction pour le de Développement (BIRD - 9493-CG)
et Partenariat Mondial pour les Paysages Durables et Résilients (PROGREEN - C0684-CG)



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DU RESPONSABLE DU BUREAU SATELITE PAYSAGER

(Publication du 31 janvier 2024)

1. Contexte

Le Gouvernement du Congo a obtenu de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD) un Prêt d'un montant de 70 millions USD et un Don d'un montant de 12 millions USD avec le Partenariat Mondial pour les Paysages Durables et Résilients (PROGREEN), soit un total de 82 millions USD, pour la mise en œuvre du Projet d'appui aux activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo - P 177786). La durée du Projet est de cinq (5) ans. Une partie de ces fonds serviront à effectuer les paiements des services d'un(e) Responsable du Bureau Satellite Paysager.

2. Les services au titre de ce contrat sont essentiellement

Le/la Responsable du Bureau Satellite Paysager (RBPS) du Projet ProClimat est responsable de la coordination et le suivi rapproché des activités du projet au niveau de sa zone de compétence. Toutes fois, il/elle est placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet à qui il rend compte de ses activités, par ailleurs il/elle est responsable du suivi de l'ensemble des opérateurs partenaires intervenant dans la zone couverte par le BSP et, de la représentation de l'UGP auprès de l'ensemble des autorités et des partenaires intervenant dans sa zone de compétence. Il/elle travaille également en étroite collaboration avec tous les autres membres de l'équipe du Projet, les services décentralisés et déconcentrés, parties prenantes, ainsi que l'ensemble des partenaires de mise en œuvre du projet.

3. Le Ministère du Plan de la Statistique et de l'Intégration Régionale (MPSIR) à travers l'Unité de Gestion du Projet d'appui aux activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo), invite les candidats intéressés, éligibles et qualifiés, à présenter leur candidature en vue de la fourniture des services de ce poste.

4. Les dossiers de candidature doivent être constitués comme suit :

- Une lettre de motivation ;
- Un Curriculum vitae (CV) actualisé et indiquant clairement les informations sur les expériences et les compétences en rapport avec la mission (mentionnant les qualifications et expériences pertinentes pour la mission, description des tâches réalisées dans des missions similaires) ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes et certificats ;
- Une copie des contrats ou des attestations de bonne fin pour les prestations antérieures ;
- Les références des anciens employeurs.

NB : seules les missions approuvées (attestées) seront prises en compte dans l'évaluation.

5. Profil du poste

Le/la Responsable du Bureau Satellite Paysager devra présenter le profil suivant :

- avoir un diplôme universitaire (BAC+5 au moins) en management des projets, développement rural, sociologie de développement, sciences économiques, gestion des ressources naturelles, droit, gestion ou équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans sa spécialité ou en gestion des projets ;
- avoir une expérience avérée dans le management des projets de développement et le suivi des activités des producteurs, groupements coopératifs et ONG agricoles dans le contexte du Congo ;
- avoir des aptitudes de travail en équipe, dans un milieu multiculturel et sous pression ;
- Aptitude au travail en équipe et à l'animation d'un réseau de partenaires de natures et d'horizons différents ;
- maîtriser l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Internet...) ;
- avoir une bonne connaissance du milieu rural congolais, notamment de la zone d'intervention du Bureau Satellite Paysager en particulier, et des organisations paysannes ;
- avoir une parfaite maîtrise du français et de bonnes compétences en communication écrite et orale ;
- avoir une connaissance d'outils de conception ou de collectes des données (ODK collect, Kobo-toolbox et autres) ou de cartographie (QGIS, ArcGIS, etc.) serait un atout ;
- une bonne connaissance des institutions de financement de développement (Banque mondiale, Fonds mondial, l'Union Européenne, le FIDA, la Banque Africaine de Développement, le Système des Nations Unies...) serait un atout ;
- connaître au moins une langue nationale (Kituba, Lingala) serait un atout.

Les candidatures féminines sont encouragées.

NB : Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels. Sauf dans le cadre des exceptions prévus par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la première année du contrat.

6. Durée de la mission

La durée de la mission est de douze (12) mois, renouvelable dans les limites de la durée du projet après évaluation annuelle des performances. Le

poste est basé à Ouessou pour les départements du Nord, à Pointe-Noire pour les départements du Sud et à Ignyé pour les départements du centre, avec des déplacements fréquents dans la zone de compétence du bureau et hors zone de compétence le cas échéant.

7. Processus de sélection

La sélection du Candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets de la Banque mondiale.

Les Candidats seront recrutés sur la base de leurs qualifications académiques, de leurs expériences professionnelles pertinentes et de leurs capacités à réaliser la mission. Le recrutement sera effectué en 2 phases :

- Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission au regard de l'analyse des dossiers reçus ;
- Une phase de sélection par un interview de chacun des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Afin de retenir le candidat correspondant le mieux au profil attendu du poste en objet.

NB :

Trois (03) postes sont à pourvoir pour cette offre, précisément dans le BSP Nord (Ouessou), dans le BSP Centre (Ignyé) et du Sud (Pointe-Noire). Chaque dossier de candidature doit indiquer impérativement de manière claire le lieu d'affectation choisi par le postulant.

Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des Termes de Référence (TDRs) du poste à travers l'adresse e-mail suivante : candidatures.proclimat@gmail.com ou à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 9h00 à 16h00. Projet d'appui aux activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), dans l'enceinte du Projet Agroforesterie Nord Congo (PANC), à Brazzaville, Camp Clairon, Case A2, Avenue Maréchal LYAUT, Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo.

8. Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse e-mail suivante : candidatures.proclimat@gmail.com au plus tard le 16 février 2024 à 14 heures 00. Veuillez préciser en objet le titre du poste et le nom du candidat. Les dossiers remis en retard ne seront pas acceptés.

Fait à Brazzaville, le 31 janvier 2024

Le Coordonnateur
Mexans Sosthène MAYOUKOU

ARTS

Clap de fin pour la saison 2 du projet Popul'art

Avec pour mission de démocratiser l'art dans les localités éloignées et mettre en avant son rôle dans les dynamiques de développement local, le projet Popul'art a récemment fait l'objet d'une restitution des secondes activités menées à l'intérieur du pays.

Pour la deuxième phase du projet, après les villes de Pointe-Noire, Nkayi et Dolisie en mai 2023, la caravane Popul'art s'était ensuite rendue à Oyo, Ouessou et Gamboma. Les ateliers dispensés par un collectif d'artistes des ateliers Sahn ont permis de révéler l'incroyable talent qui sommeille dans ces localités.

Pour la restitution du déroulement des activités de ce projet initié par les ateliers Sahn que dirige Bill Kouelany et financé dans le cadre du programme « ACP UE – Créer en Afrique centrale », un film documentaire sous forme de carnet de voyages retraçant l'aventure du collectif avait été projeté en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo, Giacomo Durazzo.

Les images émouvantes et quelques fois drôles donnaient à voir des formateurs animés d'une soif de partage insatiable face à des enfants désireux d'exprimer leurs talents et de manifester le plein potentiel qui sommeille en eux. En effet, en plus d'apporter le sourire à de nombreux enfants et parents, cette épopée artis-



Initiation des enfants à la peinture dans le cadre du projet Popul'art DR

tique et culturelle témoigne d'un dynamisme de la population qui n'attend que des opportunités de ce type pour exprimer sa passion. Durant cette aventure, les bénéficiaires du projet Popul'art ont été initiés à une multitude de disciplines artistiques : le cinéma, le théâtre, la danse ou encore le dessin. « Nous avons été heureux de rencontrer des enfants remplis de talents, attendant juste qu'on leur tende la main. Une fois le premier

pas fait, ces enfants nous ont tout simplement éblouis. Ça été comme une porte ouverte à des aptitudes cachées. Oui, ces enfants sont pleins de talents et veulent s'exprimer ! S'il faut refaire ce parcours, nous le ferons sans problème et avec plaisir, mais seuls nous ne pouvons pas. Nous sollicitons donc différents sponsors, mécènes et personnes de bonne foi, voulant aider afin que ce partage avec les enfants conti-

nue. Nous sommes ouverts à toutes collaborations. Et nous vous en remercions par avance », a déclaré Sam BB, danseuse, membre des ateliers Sahn et formatrice.

La projection du film a été précédée dans la matinée par une séance d'ateliers gratuite en danse, musique, théâtre, peinture, cinéma et percussion. Après la projection du film, les invités, artistes et participants, ont eu une causerie-débat concernant

le documentaire, suivie d'une performance de Karel Kouelany, Sam BB et Evrard Styv ainsi qu'une prestation musicale de la compagnie Musée d'arts, avant de clore par un cocktail.

Notons que Popul'art est un projet d'initiation aux métiers d'art qui s'adresse aux jeunes de 10 à 25 ans des douze départements du Congo : Kouilou, Niari, Bouenza, Lékoumou, Pool, Plateaux, Cuvette, Cuvette-Ouest, Sangha, Likouala, Brazzaville et Pointe-Noire. Le projet a connu un grand succès dans sa première phase, réalisée entre 2021 et 2022, dans les quartiers de Brazzaville et dans le département du Pool, avec des activités liées à la danse, la musique, les arts plastiques, le théâtre, le slam, la percussion, le cinéma. Ces activités artistiques sont consolidées par des temps d'échange et de pratique sur le terrain en mettant l'accent sur la théorie et sur les supports d'apprentissage innovants et adaptés aux différentes cibles et des restitutions collectives.

Merveille Jessica Atipo

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Un plaidoyer en faveur de l'ITIE/RDC

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) exhorte le gouvernement congolais à montrer son intérêt pour l'initiative qui lutte en vue de la transparence dans le secteur des industries extractives.

Dans son plaidoyer du 29 janvier, l'Asadho se demande si l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) était encore une priorité pour le gouvernement. Elle a dénoncé, en effet, le manque d'intérêt manifesté par l'exécutif national vis-à-vis de la mise en œuvre des activités et du fonctionnement de l'ITIE. « Depuis 2012 à ce jour, l'ITIE reçoit du gouvernement congolais l'équivalent en franc congolais de 100 000 dollars américains pour le fonctionnement et la mise en œuvre des activités du plan d'actions », a indiqué l'Asadho. Elle a souligné que cette somme est insuffisante, au vu de la dimension du pays et des défis auxquels l'ITIE fait face, particulièrement dans le secteur minier.

Un bilan de loin supérieur aux moyens mobilisés

De l'avis de l'Asadho, malgré la modicité de la somme allouée à cette structure, son Comité exécutif et le Secrétariat tech-



A ce jour, les agents du Secrétariat technique de l'ITIE accusent deux mois sans salaire et les activités de mise en œuvre sont à l'arrêt

nique ont abattu un travail important en matière de gouvernance du secteur extractif. En 2022, a-t-elle expliqué, l'ITIE-RDC avait obtenu un score global élevé dans la mise en œuvre de la norme ITIE 2019, soit 85,5%, lors de sa validation par le Conseil d'administration. Le travail de transparence fait par cette organisation a largement contribué à crédibiliser le pays auprès des institutions financières internationales. Mais,

a regretté l'Asadho, en lieu et place de consolider ces acquis obtenus en matière de transparence, le gouvernement se désintéresse de l'ITIE. « A ce jour, les agents du Secrétariat technique de l'ITIE accusent deux mois sans salaire et les activités de mise en œuvre sont à l'arrêt », a-t-elle révélé.

Des efforts à appuyer

L'Asadho a estimé que pour

accéder à la dotation gouvernementale, la ministre d'Etat, ministre du Plan, est de tous les combats auprès des autres ministres, des conseillers du président de la République, etc. Elle fournit des efforts inlassables pour obtenir de l'argent destiné au fonctionnement et à la mise en œuvre de l'ITIE. « Elle écrit des lettres, passe des appels téléphoniques qui, souvent, n'aboutissent à rien. Sans son engagement personnel pour cette initiative, l'ITIE-RDC serait totalement oubliée par ceux qui ont la décision de débloquer les fonds destinés à la mise en œuvre », a fait savoir l'Asadho, fustigeant le blocage au niveau du ministère de Finances.

Pour l'Asadho, cette manière de prendre en charge le fonctionnement et la mise en œuvre de l'ITIE en République démocratique du Congo, soumise aux caprices de ceux qui prennent la décision de donner les moyens financiers, va la

conduire à la médiocrité. « Il y a lieu de réfléchir à d'autres mécanismes pour le financement de l'ITIE, notamment affecter un pourcentage de 50% de la redevance minière destinée au gouvernement central au fonctionnement et à la mise en œuvre de l'ITIE. Ce pourcentage alloué à l'ITIE peut être versé directement par les entreprises sur le compte du Comité exécutif de l'ITIE », a conseillé l'Asadho.

L'association demande au Premier ministre d'instruire le ministre des Finances pour qu'il libère la dotation des mois de novembre et décembre 2023 destinée à l'ITIE; de faire initier une loi devant affecter un pourcentage de 50% de la redevance minière destinée au gouvernement central au financement de l'ITIE. Elle voudrait, par ailleurs, que le ministre des Finances mette les dépenses de l'ITIE parmi les priorités de la République.

Lucien Dianzenza



MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
PROJET D'APPUI AUX ACTIVITES ECONOMIQUES INCLUSIVES ET RESILIENTES AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE

ProClimat Congo
UNITE DE GESTION DU PROJET

Financement : Banque Internationale de Reconstruction pour le de Développement (BIRD - 9493-CG)
et Partenariat Mondial pour les Paysages Durables et Résilients (PROGREEN - C0684-CG)



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE SPECIALISTE EN COMMUNICATION

(Publication du 31 janvier 2024)

1. Contexte

Le Gouvernement du Congo a obtenu de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD) un Prêt d'un montant de 70 millions USD et un Don d'un montant de 12 millions USD avec le Partenariat Mondial pour les Paysages Durables et Résilients (PROGREEN), soit un total de 82 millions USD, pour la mise en œuvre du Projet d'appui aux activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo - P177786). La durée du Projet est de cinq (5) ans. Une partie de ces fonds serviront à effectuer les paiements des services d'un (e) Spécialiste en Communication.

2. Les services au titre de ce contrat sont essentiellement

Le/la Spécialiste en Communication (SCom) du Projet ProClimat est responsable de la visibilité des activités du projet. Il est placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet à qui il rend compte de ses activités et travaille en étroite collaboration avec tous les autres membres de l'équipe du Projet (UGP et BSP) ainsi que l'ensemble des partenaires de mise en œuvre et les administrations publiques impliquées.

3. Le Ministère du Plan de la Statistique et de l'Intégration Régionale (MPSIR) à travers l'Unité de Gestion du Projet d'appui aux activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo), invite les candidats intéressés, éligibles et qualifiés, à présenter leur candidature en vue de la fourniture des services de ce poste.

4. Les dossiers de candidature doivent être constitués comme suit :

- Une lettre de motivation ;
- Un Curriculum vitae (CV) actualisé et indiquant clairement les informations sur les expériences et les compétences en rapport avec la mission (mentionnant les qualifications et expériences pertinentes pour la mission, description des tâches réalisées dans des missions similaires) ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes et certificats ;
- Une copie des contrats ou des attestations de bonne fin pour les prestations antérieures ;
- Les références des anciens employeurs.

NB : seules les missions approuvées (attestées) seront prises en compte dans l'évaluation.

5. Profil du poste

Le/la Spécialiste en Communication devra présenter le profil suivant :

- avoir au moins un diplôme d'étude supérieure (BAC + 3) en sciences de la communication, journalisme, droit, NTIC ou équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle pertinente d'au moins de 3 ans dans les métiers de communication ;
- avoir de bonnes connaissances de l'outil informatique en général, notamment des outils du Pack Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook), du design (Adobe Illustrator, Photoshop, InDesign), de la création de sites internet (Dreamweaver, Typo 3) et de publications dans les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, Instagram, etc.) ;
- avoir des aptitudes de travail en équipe, dans un milieu multiculturel et sous pression ;
- avoir une parfaite maîtrise du français et de bonnes compétences en communication écrite et orale, notamment pour assurer la modération d'ateliers ;
- avoir une expérience de travail avec les Partenaires techniques et

financiers (Banque mondiale, AFD, etc.) serait un atout ;

-avoir une connaissance des logiciels de montage des vidéos serait un atout.

Les candidatures féminines sont encouragées.

NB : Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels. Sauf dans le cadre des exceptions prévus par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ ou avant la fin de la première année du contrat.

6. Durée de la mission

La durée de la mission est de douze (12) mois, renouvelable dans les limites de la durée du projet après évaluation annuelle des performances. Le poste est basé à Brazzaville avec des déplacements fréquents dans les zones d'intervention du projet.

7. Processus de sélection

La sélection du Candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets de la Banque mondiale.

Les Candidats seront recrutés sur la base de leurs qualifications académiques, de leurs expériences professionnelles pertinentes et de leurs capacités à réaliser la mission. Le recrutement sera effectué en 2 phases :

- Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission au regard de l'analyse des dossiers reçus ;
- Une phase de sélection par un interview de chacun des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Afin de retenir le candidat correspondant le mieux au profil attendu du poste en objet.

Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des Termes de Référence (TDRs) du poste à travers l'adresse e-mail suivante : candidatures.proclimat@gmail.com ou à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 9h00 à 16h00. Projet d'appui aux activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), dans l'enceinte du Projet Agroforesterie Nord Congo (PANC), à Brazzaville, Camp Clairon, Case A2, Avenue Maréchal LYAUT, Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo.

8. Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse e-mail suivante : candidatures.proclimat@gmail.com au plus tard le 16 février 2024 à 14 heures 00. Veuillez préciser en objet le titre du poste et le nom du candidat. Les dossiers remis en retard ne seront pas acceptés.

Fait à Brazzaville, le 31 janvier 2024

Le Coordonnateur

Mexans Sosthène MAYOUKOU

CAN 2023

Les affiches des quarts de finale

La passionnante Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2023 se poursuit, vendredi et samedi, par les quarts de finale. Analyse des quatre matches.

Nigeria-Angola, vendredi 2 février à 18h, stade Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan

L'alléchant programme débute vendredi à 18h par un intéressant Nigeria-Angola. Une opposition de style entre un très pragmatique bloc nigérian et un collectif angolais joueur.

Les Super Eagles ne sont pas les plus séduisants du plateau, mais sont solides dans tous les secteurs du jeu. Avec le Ballon d'or africain Victor Osimhen, l'équipe de José Peseiro possède un attaquant d'un volume sans équivalent : si le Napolitain n'a inscrit qu'un but, il demeure un poison constant pour les défenses qu'il écrase par ses appels, son jeu aérien et son jeu dos au but.

En face des quadruples champions d'Afrique se profilent des Palancas Negras offensives et attrayantes. En effet, avec neuf buts marqués, l'Angola est la meilleure attaque encore en lice. Forts de leur trio Dala-Ma-

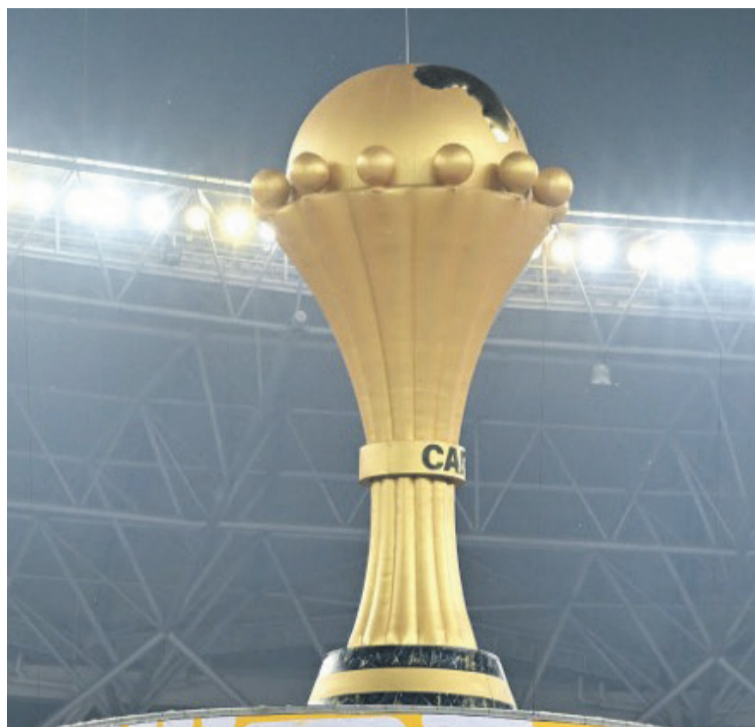
bululu-Gilberto, les Lusitanophones ne renoncent jamais à leur jeu offensif, même quand ils sont en infériorité numérique comme ce fut le cas face à la Namibie.

RDC-Guinée, vendredi 2 février à 21h, stade olympique Alassane-Ouattara à Epimbé

Il s'agira d'une belle rencontre entre les Léopards et le Syli qui se sont déjà affrontés à deux reprises en CAN pour une victoire chacun : en 1974, les Léopards du Zaïre, futurs champions, battaient la Guinée de Njo Léa, avec un doublé de Pierre Ndiaye Mutulumba, en phase de groupes.

En 2004, la Guinée prend sa revanche, en poules toujours, en battant les Léopards de Masudi sur le même score. Titi Camara et Pascal Feindouno étaient les buteurs guinéens.

Mali-Côte d'Ivoire, samedi



3 février à 18h, stade de la Paix de Bouaké

Sortis vainqueurs du derby du Sahel face au Burkina, les Aigles du Mali devront enchaîner par un autre duel de voisins. Et cette fois face au pays-hôte, transfiguré depuis la reprise en main de l'équipe par Emerse Faé.

Les Eléphants, s'ils restent perfectibles, ont montré un visage volontaire et conquérant face

au Sénégal. Poussés par une population qui croit désormais aux miracles, les champions d'Afrique 2015 ont retrouvé la foi.

Les Maliens, plus pragmatiques que plaisants, sont prévenus. Et ils devraient pouvoir compter sur la diaspora malienne de Korhogo, qui pourrait faire le déplacement dans le centre du pays pour l'occasion.

Cap Vert-Afrique du Sud, samedi à 21h, stade Charles-Konan-Banny de Yamoussoukro

Entre une très attrayante équipe cap-verdienne et l'Afrique du Sud, le public pourrait en avoir pour son argent. Les Requins bleus de Ryan Mendes font preuve d'esprit offensif (huit buts), mais pas seulement : le sélectionneur Bubista a su faire évoluer son équipe, en 4-3-3 face à une équipe abordable, au 4-5-1, face à l'Egypte, avec la même énergie et la même réussite.

Bourreaux du Maroc grâce à leur solidité et leur force de frappe en phase de transition, les Bafana sud-africains ont un potentiel d'attractivité énorme, puisque dix joueurs évoluent au sein du même club, les Mamelodi Sundowns. Pour l'instant, cette complicité a été entrevue par bribe et a surtout permis d'être solide. Espérons que Percy Tau et ses co-équipiers pensent désormais à allumer la mèche du feu d'artifice offensif.

Camille Delourme



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO | ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

VOS ANNONCES À PETIT PRIX

Participez A La Can 2023

Bénéficiez d'une visibilité internationale optimale

NOS 4 SITES WEB | NOS 03 JOURNAUX






QUATS DE FINALE

Vendredi 02/02/2024


NIGERIA	🇳🇮	18:00	🇦🇴	ANGOLA
RD CONGO	🇷🇨	21:00	🇩🇪	GUINÉE

Samedi 03/02/2024

MALI	🇲🇱	18:00	🇨🇮	CÔTE D'IVOIRE
CAP-VERT	🇨🇻	21:00	🇿🇦	AFRIQUE DU SUD




Victor Osimhen/AFP



Gelson Dala/AFP



Mabululu et Ouadreogo/AFP




François Kemano/AFP



Alassane Sinayoko/AFP




Teboho Mokoena/AFP





Christian Kouamé/AFP



Ryan Mendes/AFP

CAN 2023

Les Bafana domptent les Lions de l'Atlas

Un autre favori est tombé à la CAN, le Maroc, piégé par l'Afrique du Sud (2-0) dès les 8e de finale, mardi à San-Pédro, où Achraf Hakimi a raté un penalty pour une égalisation en fin de match.

Premiers demi-finalistes africains en Coupe du monde, les Marocains n'ont pas assumé leur statut et ce sont les «Bafana-Bafana» (les Garçons) qui iront défier le Cap-Vert, samedi à Yamoussoukro, dans le quart de finale le plus inattendu du tournoi.

Comme le Sénégal, surpris la veille par une Côte d'Ivoire (1-1, 5 t.a.b. à 4) réveillée d'entre les morts, le Maroc a cédé, après un premier tour maîtrisé. Walid Regragui, qui avait annoncé quitter son poste de sélectionneur si les «Lions de l'Atlas» n'atteignaient pas au moins les demi-finales, va-t-il rester?

La Tunisie et l'Algérie éliminées dès le premier tour, l'Égypte sortie par la RD Congo (1-1, 8 t.a.b. à 7), l'Afrique du Nord n'a plus de représentants en Côte d'Ivoire.

La malédiction continue pour le Maroc, qui n'a remporté qu'une seule Coupe d'Afrique, en 1976, un peu maigre pour son statut de géant du continent. Le Parisien Hakimi a eu une balle d'égalisation, pour un penalty consécutif à une main de Mothobi Mvala, mais il l'a envoyé sur la barre (86e).

Les Bafana-Bafana aussi n'en ont remporté qu'une, la première, chez eux en 1996, devant Nelson Mandela, qui venait sorti le pays du régime de l'Apartheid et de la mise au ban internationale.

Evidence Magkopa, évidemment

Le nouveau héros porte un beau

prénom, Evidence Magkopa. L'attaquant des Orlando Pirates est parti à la limite du hors-jeu sur un mauvais alignement de la défense marocaine et une bonne passe de Themba Zwane pour aller battre Yassine Bounou (56e).

Leur sélectionneur belge Hugo Broos, champion d'Afrique avec le Cameroun en 2017, est toujours en course pour remporter deux CAN avec deux équipes, comme le Français Hervé Renard avec la Zambie (2012) et la Côte d'Ivoire (2015).

Contrairement à la Coupe du monde, où le Maroc pouvait défendre et contrer, il lui fallait faire le jeu en Afrique, conformément à son statut.

Les hommes de Regragui, privé de son meneur Hakim Ziyech, blessé, ne s'y sont mis sérieusement qu'une fois menés au score.



Les Bafana de (Sia Kambou/AFP)



Walid Regragui réconforte son capitaine, Achraf Hakimi qui a manqué un penalty à 0-1 (Sia Kambou/AFP)

Symbole de cette faillite, Sofyan Amrabat n'a pas fini le match, exclu pour une faute en dernier défenseur (90e+4), et sur le coup franc, Teboho Mokoena a conclu son très grand match d'un coup franc direct (90e+5). Les Bafana-Bafana sont la seule équipe à avoir battu le Maroc en 2023, et deux fois, puisqu'ils avaient gagné en qualifications pour cette CAN le 16 juin (2-1). Le quatrième de la dernière Coupe du monde aurait dû se méfier plus...

Premiers demi-finalistes africains en Coupe du monde, les Marocains n'ont pas assumé leur statut et ce sont les «Bafana-Bafana» (les Garçons) qui

iront défier le Cap-Vert, samedi à Yamoussoukro, dans le quart de finale le plus inattendu du tournoi.

Comme le Sénégal, surpris la veille par une Côte d'Ivoire (1-1, 5 t.a.b. à 4) réveillée d'entre les morts, le Maroc a cédé, après un premier tour maîtrisé. Walid Regragui, qui avait annoncé quitter son poste de sélectionneur si les «Lions de l'Atlas» n'atteignaient pas au moins les demi-finales, va-t-il rester? La Tunisie et l'Algérie éliminées dès le premier tour, l'Égypte sortie par la RD Congo (1-1, 8 t.a.b. à 7), l'Afrique du Nord n'a plus de représentants en Côte d'Ivoire.

Camille Delourme avec AFP

Le Mali, bourreau du Burkina et adversaire de la Côte d'Ivoire en quarts

Le Mali a dominé le Burkina Faso (2-1) pour se hisser en quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) contre la Côte d'Ivoire, grâce notamment au troisième but dans la compétition de l'Auxerrois Lassine Sinayoko, mardi à Korhogo.

Les «Aigles» retrouvent les quarts de finale pour la première fois depuis 2013. Les «Éléphants» les ont toujours battus à la CAN, en poules en 2008 (3-0), en demi-finales en 2012 (1-0) et en 8es de finale en 2019 (1-0).

Les Burkinabè, demi-finalistes il y a deux ans et dans le dernier carré trois fois lors des cinq dernières CAN, s'arrêtaient cette fois en 8es de finale.

Ils paient leurs débuts de mi-temps ratés. Les «Étalons» ont marqué contre leur camp dès la 3e minute par leur pourtant meilleur défenseur, Edmond Tapsoba, qui a manqué de réflexes sur un ballon renvoyé par le poteau après une tête d'Amadou Haïdara.

Les hommes du sélectionneur français, Hubert Velud, ont aussi manqué leur entame de seconde période, laissant filer Lassine Sinayoko pour aller



Les Aigles du Mali remportent le derby du Sahel face au Burkina et en disputeront un autre en quarts contre la Côte d'Ivoire/Fadel Senna- AFP

battre Hervé Koffi (47e min). Si le jeune prodige de 20 ans, Kamory Doumbia, avait offert

deux passes décisives au buteur de l'AJA contre l'Afrique du Sud (2-0) et la Tunisie (1-1), cette

fois c'est le capitaine Hamari Traoré qui a lancé le buteur à la limite du hors-jeu.

Les Burkinabè sont revenus dans le match grâce au sang-froid de leur capitaine, Bertrand Traoré, sur penalty (57e min), son troisième sur trois dans cette CAN. Il sanctionnait une main décollée de Boubacar Kouyaté.

Les Étalons ont cru égaliser à la 90e minute, mais Issoufou Dayo était hors-jeu quand il a envoyé le ballon de la tête au fond des filets.

Les Aigles ont encore remporté ce derby d'Afrique de l'Ouest, dans la superbe ambiance du stade de Korhogo, dans le Nord de la Côte d'Ivoire, tout près des deux frontières du Mali et du Burkina.

Ils s'étaient déjà imposés (3-1) la seule autre fois que ce duel du Sahel s'est joué en CAN, en phase de poules en 2004. Un nouveau derby les attend en quarts, samedi contre le pays hôte.

Avec AFP

PARITÉ HOMME-FEMME

Gloria Yimbou la « femme des semi-remorques »

A l'instar de nombreuses femmes évoluant au sein de l'entreprise Africa global logistics (AGL) à Pointe-Noire, Gloria Yimbou, diplômée en comptabilité, contrôle et audit, supervise des équipes sur le terrain comme responsable service livraison et manutention, un secteur à forte dominance masculine.

Surnommée la « femme des semi-remorques », Gloria Yimbou, jeune dame dynamique et débordante d'énergie, dirige des équipes constituées essentiellement d'hommes, plus de 200 chauffeurs semi-remorques qui assurent, pour le compte d'AGL, la livraison des marchandises en zone urbaine à Pointe-Noire, Brazzaville et à travers le pays.

Cette entreprise spécialisée dans le domaine de la logistique portuaire, maritime et ferroviaire promeut la parité homme-femme dans la responsabilisation de ses employés en République du Congo. Une politique saluée par Gloria Yimbou.

« La parité est un axe prioritaire du Groupe AGL. Cet axe s'inscrit dans notre politique de gestion des ressources humaines, mais aussi dans la charte de la di-



Gloria Yimbou

versité qui vise à promouvoir les femmes à tous les niveaux du Groupe », témoigne-t-elle. Elle souligne, par ailleurs, qu'à travers ses fonctions, elle est le parfait exemple de la parité homme-femme que promeut l'entreprise.

N'étant pas la seule femme responsable, Gloria Yimbou cite pêle-mêle ses collègues femmes, notamment Maïmouna Dramé, directrice administrative et financière pour la région Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa et Angola; Raïssa Dekambi qui se charge du service Qualité, RSE/Ethique et Compliance; Patricia Ekey-Misse, responsable de la communication et développement durable pour les trois pays cités; ainsi que Sandrine Wamy, une autre femme qui dirige les opérations au terminal à conteneurs de Pointe-Noire comme directrice d'ex-

ploitation. « Nous avons aussi dans nos équipes des managers femmes, des conductrices de RTG et portiques de quai, des mécaniciennes. Aux mêmes postes, les collaborateurs sont rémunérés suivant la même grille salariale. Il n'y a chez nous aucune discrimination, aucun plafond de verre », précise Gloria Yimbou.

Evoquant le partenariat logistique de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2023 conclu entre la Confédération africaine de football (CAF) et AGL, elle souligne non seulement le soutien de l'entreprise au développement du sport sur le continent mais aussi sa profonde conviction pour l'égalité et la diversité. Car cette CAN, rappelle-t-elle, a la particularité d'avoir des arbitres femmes en plus des arbitres hommes.

Lucie Prisca Condhet



AMBASSADE
DE FRANCE
AU CONGO
Liberté
Égalité
Fraternité



EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Projet CFRAD (Centre de Formation et de Recherche en Art Dramatique),
Brazzaville, République du Congo

Maitrise d'œuvre complète pour la démolition partielle, la réhabilitation et
l'extension du CFRAD, Brazzaville, République du Congo

Synthèse de l'appel d'offres

Pays	République du Congo
Ville	Brazzaville
Projet	CFRAD-ICC
Financement	Ambassade de France en République du Congo
Bénéficiaire	Ministère de l'Industrie Culturelle, Touristique, Artistique et des Loisirs (MICTAL) – Rép. du Congo
Mise en œuvre	Expertise France
Nature du marché	Service
Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
Législation	Française
Date de clôture	12 février 2024 à 19h00 (heure de Paris)

Documents du marché :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2462326&orgAcronyme=s2d>

Dans le cadre de la dématérialisation des achats, Expertise France lance cet appel d'offres via la Plateforme des Achats de l'Etat « PLACE ».

Pour soumissionner à cet appel à projet :

- Cliquer sur le lien ci-dessus pour inscrire votre entreprise sur la plateforme, en renseignant toutes les informations demandées (cliquer sur le bouton se connecter en haut de l'écran à votre droite, ensuite cliquer sur m'inscrire) ;

- Télécharger le dossier de consultation. Pour toutes demandes d'assistance, prière de contacter, tous les jours ouvrés de 10h00 à 19h00 heure de Paris : 00 33 9 72 37 01 30

REMERCIEMENTS



Les enfants Okamba et Itoua remercient les parents, amis et connaissances ainsi que le ministre d'État Firmin Ayessa, député de Makoua, pour leurs marques de réconfort et de soutien lors des décès de Pie-x Colet Hermin Okamba et de Marie-louise Itoua, survenus respectivement le 26 décembre 2023 et le 1^{er} janvier 2024, à Brazzaville et inhumés au cimetière catholique de Makoua le 12 Janvier 2024. Que Dieu tout puissant vous le rende au centuple

**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter

CONGO-ITALIE

Denis Sassou N'Guesso échange avec Sergio Mattarella

En marge du sommet Italie-Afrique, le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu, le 31 janvier, avec le président de la République italienne, Sergio Mattarella.

Au cours de leur entretien, Denis Sassou N'Guesso et Sergio Mattarella ont évoqué longuement plusieurs sujets liés à la coopération bilatérale et multilatérale, parmi lesquels le plan Mattei pour promouvoir le développement de l'Afrique, le changement climatique et la coopération dans le domaine des hydrocarbures, notamment la présence de la compagnie pétrolière ENI. Le président congolais a échangé aussi avec Giorgia Meloni. Les deux personnalités se sont déjà rencontrées en octobre 2023 à Brazzaville, lors de la visite d'Etat de la cheffe du gouvernement italien. A cette occasion, la présidente du conseil des ministres italien et Denis Sassou N'Guesso avaient parlé de la nécessité de repenser le modèle de coopération entre l'Italie et le Congo. Rappelons que les deux pays entretiennent d'étroites relations de coopération datant de plusieurs années. Ils développent des projets d'intérêt commun à travers la compagnie pétrolière italienne ENI qui opère en terre congolaise depuis des décennies. En outre, les deux parties Congo ont mis sur pied une centrale électrique à gaz qui fournit actuellement plus de la moitié de l'électricité consommée au Congo. En dehors de l'exploitation pétrolière, les deux pays envisagent également de développer les projets dans le domaine du gaz.

Yvette Reine Nzaba



EDUCATION

Adapter l'école congolaise aux réalités nationales

Les recommandations des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, qui viennent de s'achever à Brazzaville, donneront naissance à un système éducatif adapté aux réalités du pays en vue de propulser son développement, selon le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.

Créer des corps de métier dans les filières littéraires en lien avec les besoins nationaux ; accroître la capacité d'accueil dans les filières scientifiques, technologiques et professionnelles ; intégrer l'entrepreneuriat dans les curricula pour former les jeunes créateurs d'emploi et non demandeurs ; l'enseignement de l'éducation civique et morale à tous les cycles pour en faire une matière d'évaluation aux examens d'Etat font partie des multiples recommandations des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, tenus du 25 au 29 janvier, à Brazzaville.

« Ces états généraux feront naître une école congolaise réformée et transformée ; un système éducatif, de formation et de recherche plus adapté aux réalités socio-économiques et culturelles et propulseur du développement du Congo », a indiqué le Premier ministre.

Ces états généraux ont, en effet, permis à la communauté éducative, y compris la diaspora, de définir la nouvelle vision du système



Remise des conclusions des états généraux au Premier ministre

« Ces états généraux feront naître une école congolaise réformée et transformée ; un système éducatif, de formation et de recherche plus adapté aux réalités socio-économiques et culturelles et propulseur du développement du Congo »

éducatif, de formation et de recherche ainsi que les principales orientations politiques et stratégiques. Pour ce faire, les grandes actions prioritaires à entreprendre ont été définies ; les instances de coordination et de suivi-évaluation suggérées ; la réécriture de la loi portant organisation du système éducatif formulée ; un avant-projet de loi sur la recherche scientifique et technologique élaboré. « *Le dur et le plus utile à faire commence, c'est-à-dire la traduction en actions concrètes des conclusions de ces états généraux* », a reconnu le Premier ministre, évoquant une école congolaise qui formera le citoyen imbu de civisme et de probité, capable d'analyser les enjeux institutionnels, sociaux, environnementaux, compétitifs et préparés à faire face aux défis du développement durable. Il convient de souligner que les conclusions des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche seront transmises au président de la République.

Rominique Makaya